

## Mémoire des conflits et conflits des mémoires en salle de classe. Analyse comparée entre l'enseignement de la Nakba en Israël/Palestine et l'enseignement de la guerre d'Algérie en France.

Au XXème siècle, dans le contexte de construction des États-Nations, l'enseignement de l'histoire à l'école a été utilisé par les pouvoirs publics comme un réel outil politique de diffusion d'un discours de glorification de la nation. L'histoire, en tant que discipline scolaire, est alors vue comme éminemment politique : son enseignement se doit non seulement de contribuer à la culture générale des élèves, mais aussi et surtout à leur formation civique – l'enjeu étant d'en faire de futurs « bons citoyens ». Tel est le cas notamment dans les sociétés politiques forgées par et dans les guerres, qui ont connu des formes traumatiques de violences coloniales, ainsi que des injonctions officielles à l'oubli du passé. Cependant, à la faveur du travail des historiens et du renouvellement historiographique que l'ouverture des archives officielles permet, mais aussi de l'écoute désormais accordée à la parole des témoins de l'histoire, les heures sombres du passé national ont fait leur entrée dans les espaces médiatiques, politiques et jusque dans les salles de classe. Plusieurs travaux de recherche récents ont ainsi porté leur attention sur les enjeux de transmission que soulève l'enseignement de ces questions dites « sensibles » liées au fait colonial, que ce soit en Israël ou en France. Cette communication s'inspire d'un projet de thèse qui vise à interroger l'émergence de discours alternatifs dans l'enseignement de l'histoire à l'école, à partir de terrains où des expériences de co-écriture et de témoignages d'acteurs de l'histoire sont délivrées aux élèves. Dans le contexte postcolonial français, l'enseignement des questions dites sensibles est perçu comme un outil d'éducation à une citoyenneté pacifiée dont l'objectif serait de « réconcilier les mémoires » afin de construire les conditions d'un « vivre-ensemble ». C'est dans cette logique que le dispositif d'action publique « Témoins directs de la guerre d'Algérie » a été institué par l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, en partenariat avec le Rectorat d'Aix-Marseille en 2016. Ce projet permet à quatre acteurs de la guerre d'Algérie, à savoir un « Ancien Combattant », un « Pied Noir », un « Harki » et un ancien membre du « FLN », de venir témoigner auprès de lycéens. Dans le contexte (post-)colonial israélien, où l'école publique représente un lieu privilégié de construction, de consolidation et de perpétuation du récit national sioniste, les tentatives de « réconciliation mémorielle » sont plutôt portées par des structures associatives alternatives, comme le réseau d'écoles *YadbeYad* apparu dans les années 1990. Ces écoles bilingues dites « pour la paix » tentent d'organiser la rencontre entre Israéliens et Palestiniens à travers un enseignement de l'histoire selon les deux « camps ». Ainsi, le dispositif « Apprendre l'histoire de l'Autre » permet de relever le défi de l'apprentissage de l'histoire à deux voix. Grâce à ce cours dispensé par un binôme de professeurs (un Israélien et un Palestinien), les élèves apprennent simultanément l'histoire du « Jour de l'Indépendance » (Yom haatzmaout) et l'histoire de la Nakba (ou « Catastrophe » palestinienne de 1948). Dans quelles mesures l'accent mis sur la compréhension des agissements d'autrui durant les épisodes du passé violent et traumatique conduit (ou pas) les professeurs et les élèves à ériger l'ensemble des acteurs en victimes, indépendamment des rapports de domination passés ?

**Quels types de citoyens de demain ces discours alternatifs sur l'histoire scolaire, partis des salles de classe, contribuent-ils à former ?** Pour répondre à ces questions, nous proposons de présenter et d'analyser de façon comparative ces deux dispositifs que nous avons pu observer à Jérusalem et à Marseille.



**Lamia Mellal** est titulaire d'un double master, l'un en Histoire contemporaine du Monde arabe à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'autre en sciences politiques à Sciences-Po Aix. Originaire de Sens, elle effectue actuellement sa thèse de doctorat en Belgique sur les enjeux politiques de l'enseignement de l'histoire. Pour mener à bien ses recherches, elle a effectué plusieurs séjours au sein des écoles alternatives dites « pour la paix » en Israël/Palestine, mais aussi auprès de différents lycées marseillais.